

F I C H E

Freetown, le 26 février 1981

COMITE PARITAIRE DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE CEE-ACP

Résumé de l'intervention de Monsieur Claude Cheysson.

m. cheysson évoque tout d'abord la réunion de pointe-a-pitre, qui motive son retard, et dont il souligne le caractère remarquable: 420 délégués des DOM et des États ACP de la région se sont retrouvés à l'initiative des chambres de commerce, mais avec la participation d'hommes politiques et de ministres, afin de parler concrètement de sujets qui peuvent utilement les rassembler: lutte contre les catastrophes, transports et communications, tourisme, formation, développement industriel, etc ...
''quelle satisfaction pour ceux qui sont attachés à la politique de Lomé de voir s'engager cette coopération indépendamment des différences de régimes ou de situations économiques ...''. ''La communauté soutiendra ces efforts, directement, mais aussi par la recherche de cofinancements ...''

abordant l'ordre du jour, m. cheysson souligne une fois de plus le caractère privilégié de la coopération CEE-ACP. ''en lisant le rapport de m. insanally, au moment même où l'on s'inquiète des déclarations et décisions unilatérales des grands de ce monde, je constate que nous sommes ici dans un climat bien différent ... imaginez une rencontre de ce genre entre représentants de l'Amérique latine et des congressmen américains ... qu'un représentant latino américain y présente un rapport de même type (interruption ''c'est inimaginable'').

sur les différents points traités par le rapport insanally, m. cheysson déclare notamment:

1. sur le protocole sucre: je répète l'assurance donnée à maintes reprises que ce protocole sera pleinement respecté. La fermeture d'une raffinerie en Grande-Bretagne n'enlève rien à nos engagements ...''.

2. sur l'élargissement : a propos de la grece, c est vrai, les consultations ont ete sans doute insuffisantes et il importe que ce comite insiste sur la concertation necessaire avec les pays acp dans la perspective du prochain elargissement qui, lui, peut avoir des incidences reelles sur nos relations.

3. la necessite d'une concertation plus poussee apparait egalement, s'agissant de la cooperation industrielle et,

notamment dans les secteurs sensibles tels que le textile. la crise qui frappe l'europe ne retire rien a nos engagements ... et le regime fait aux acp reste plus favorable que celui dont beneficent les autres pvd. aucun plafond n est prevu, mais uniquement un 'cote d'alberte' au-dela de laquelle doit etre declanchee la procedure de consultation. cette concertation doit permettre d'eviter le recours a la clause de sauvegarde et d'envisager les aménagements necessaires des appareils productifs, que l'on ne pourra eviter d inscrire dans le cadre d'une certaine planification.

4. fourniture de produits agricoles excedentaires

ce sujet doit s'inscrire dans l'approche plus large de la lutte contre la faim dans le monde, c'est-a-dire-dans un complexe d'actions dont les grandes lignes ont ete tracees lors des recents debats du parlement europeen. m. cheysson rappelle a cet egard la priorite qui doit etre accordee au developpement rural, a la definition dans chaque pays du tiers monde d'une strategie alimentaire avec ses composantes internes et externes : l'aide alimentaire ou les fournitures europeennes doivent donc pouvoir y etre integrees. ceci signifie, corollaire, que la communaute doit completer sa politique agricole commune, jusqu'a present principalement 'domestique' par une politique exterieure permettant notamment de prendre en compte ses responsabilites face au probleme de l'alimentation du monde et de contribuer a assurer au tiers monde la securite et la previsibilite de ses approvisionnements.

Les carences alimentaires dans les pays ace - notamment en proteines - font apparaitre la necessite d'un recours plus important aux ressources de la peche. "il y a la un progres fantastique a faire". en effet, les captures dans les eaux territoriales africaines ont considerablement progresse (de 1,1 million de tonnes en 1964 a 3,8 millions en 1978). quant aux mesures a prendre, la commission approuve les propositions faites dans le rapport soumis au comite. m. cheysson souligne toutefois l'importance dans ce domaine de la cooperation regionale, encore tres insuffisante aussi bien en afrique que dans les caribes.

6. repondant aux nombreux orateurs ayant evoque le lien entre la politique de lome et le contexte economique et politique international, m. cheysson avoue son angoisse devant "certaines declarations ou orientations et le tres grand aveuglement dont elles temoignent". alors que les grandes puissances entendent de plus en plus jouer seuls leurs atouts, l'europe et les acp ne peuvent agir seuls face a une crise economique fondamentale, crise qui ne sera pas surmontee par une restriction de la demande, du tiers monde notamment : une telle politique, en augmentant le volume des masses financieres non utilisees, est en outre generatrice d'inflation.

d'ou l'importance vitale du probleme des financements dans le tiers monde et ceci, non seulement pour les pvd menaces dans leur existence meme, mais aussi pour les pays industrialises a la recherche d'une nouvelle croissance. il faut trouver, pour y faire face, tous les moyens imaginables. dans le cadre de lome, un groupe d'experts nous soumettra prochainement certaines suggestions. la communaute s'apprete pour sa part a faire des propositions au niveau mondial. par ailleurs, de nombreuses propositions ont ete avancees par les responsables de la banque mondiale et du fmi, propositions qui pourraient etre adoptees rapidement. et m. cheysson conclut en souhaitant que le comite paritaire accorde l'importance qu'il merite a ce theme.
